

[Texte]

some people have said they think it means. For example, out of the \$26 billion in outflow over that decade, \$10 billion was really the result of disinvestment by foreign companies. Under the policies of the previous government, foreign investors sold out of Canada in large numbers.

This outflow has ceased and during the last few years foreign capital has started to again find Canada an attractive place. But at least \$10 billion of that \$26 billion was a direct result of the formal policies of the federal government during the early part of that decade.

Another \$7.5 billion of that \$26 billion is due to interest charges and other business service payments to foreign lenders. One might say, Canadian firms as well as foreign firms sometimes finance their activities from outside Canada. You must pay the interest and the service charges on that. So that's a normal expectation. That's not a malevolent factor. So probably around \$8.5 billion would represent dividends being paid out to non-residents.

Over a decade, \$8.5 billion is not a major sum when you consider that probably \$30 billion would be the annual revenues in this sector. According to the PMA data, the actual average return on equity over the last decade has been a little less than 4%. It certainly is by no stretch an exorbitant level of return on these assets.

Mr. McCreath: I have one last question, Mr. Chairman, if I may. The suggestion has been that FIRA really protected Canadian ownership of Canadian companies and that Investment Canada is just so much fluff and smoke and mirrors. This is illustrated perhaps by the approach you've taken, which you described earlier, in response to Mr. Kilgour's question. What are the comparative records of FIRA and Investment Canada in terms of Canadian ownership of Canadian companies?

Mr. Caskey: Well, the standard reference of looking at ownership of Canadian industry is the CALURA, which is the Corporations and Labour Unions Returns Act, which is administered by Statistics Canada. That is, you might say, the bible on the issue.

• 1000

Over a long period of time, the high point in terms of foreign ownership of Canadian non-financial companies was back in 1971. Over the period subsequent to 1971, there was a steady increase in the Canadian ownership of non-financial corporations sector. Put another way, there was a drop in the foreign ownership from 1971 over a long period of time through to about 1984 or 1985.

There has been a slight increase in that level since that time. For example, at the high point—I have a chart that can help to illustrate it. The high point for foreign control was 1971, which was at the level of 37%. In other words, 30% of Canadian non-financial companies were foreign-controlled back in 1971. The current level is at 26%, current being the most recent CALURA data, which is 1988 data.

[Traduction]

n'a pas forcément la signification que certains ont voulu lui attribuer. Par exemple, sur ces 26 milliards exportés pendant cette décennie, 10 milliards correspondent en réalité au désinvestissement de certaines compagnies étrangères. Les politiques de l'ancien gouvernement ont incité un grand nombre d'investisseurs étrangers à se dessaisir de leur participation canadienne.

Ces sorties de capitaux ont cessé et au cours des dernières années, les capitaux étrangers ont recommencé à considérer le Canada attrayant. Mais au moins 10 milliards de ces 26 milliards sont le résultat direct des politiques officielles du gouvernement fédéral pendant la première partie de cette décennie.

De plus, 7,5 milliards sont dus au service de l'intérêt et à d'autres paiements versés aux bailleurs de fonds étrangers. Les activités de certaines compagnies canadiennes et de certaines compagnies étrangères sont financées par des capitaux venant de l'extérieur du Canada. Il y a donc des intérêts et des frais. C'est tout à fait normal. Ce n'est pas un facteur négatif. Il y a donc environ 8,5 milliards de dollars qui correspondent à des dividendes versées à des non-résidents.

Sur dix ans, 8,5 milliards de dollars ne représentent pas une somme énorme quand on considère que ce secteur rapporte annuellement près de 30 milliards de dollars. D'après les données de l'ASSP, le rendement moyen pendant la dernière décennie a été légèrement inférieur à 4 p. 100. Ce n'est pas du tout exorbitant dans ce genre de secteur.

M. McCreath: Il me reste encore une question, monsieur le président, si vous me le permettez. Certains prétendent que l'Agence d'examen de l'investissement étranger favorise véritablement le contrôle canadien des compagnies canadiennes alors qu'Investissement Canada n'est qu'un écran de fumée, un miroir aux alouettes. Peut-être justement un peu à cause de leur approche, que vous avez décrite tout à l'heure en réponse à la question de M. Kilgour. Quel est le bilan comparatif de l'Agence d'examen de l'investissement étranger et d'Investissement Canada en termes de contrôle des compagnies canadiennes par les Canadiens?

M. Caskey: Le document à consulter pour mesurer le contrôle de l'industrie canadienne est la Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats administrée par Statistique Canada. On peut dire qu'en la matière, c'est la Bible.

Pendant longtemps, le point culminant du contrôle étranger de compagnies canadiennes non financières a été l'année 1971. Pendant la période suivant l'année 1971, il y a eu augmentation régulière du contrôle canadien du secteur des compagnies non financières. En d'autres termes, il y a eu diminution du contrôle étranger à partir de 1971 jusqu'aux environs de 1984 ou 1985.

Depuis, il y a eu une légère augmentation de ce niveau. Par exemple, au point culminant—j'ai un tableau qui le montre bien. En 1971, point culminant du contrôle étranger, le niveau était de 37 p. 100. En d'autres termes, 30 p. 100 des compagnies canadiennes non financières étaient contrôlées par des capitaux étrangers en 1971. Le niveau actuel est de 26 p. 100. Par actuel j'entends le dernier niveau calculé sur la base des derniers chiffres de la Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats qui remontent à 1988.